



Conseil Supérieur de l'Éducation

Déclaration Liminaire

Mercredi 22 mai 2024

La Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé sous contrat, revient sur la « grande concertation » sur l'autorité à l'École, tant sur la forme que sur le fond.

La Fep-CFDT ne peut accepter que les organisations syndicales du privé aient été dans un premier temps oubliées, puis convoquées la veille au soir à la visio du lancement de la ministre du vendredi 3 mai. De plus, peut-on parler d'une concertation quand l'intervention est descendante, sans interaction possible, et quand la ministre se contente d'égrainer toute une série de mesures qui sont déjà actées ? Et que penser du questionnaire téléguidé que l'on nous a envoyé comme base pour des échanges ? Décidément, nous n'avons pas la même définition du dialogue social et de la concertation. Pas faute d'avoir maintes fois tiré la sonnette d'alarme depuis le début de l'année entre l'attractivité du métier saison 2 à l'arrêt, la réforme de l'année de terminale du lycée pro passé en force, le « choc des savoirs » mis en place malgré le rejet unanime des personnels et des usagers.

La réforme qui s'annonce est réactionnaire, contraire à nos principes et à nos valeurs. Nous dénonçons des mesures démagogiques et bassement électoralistes. Une fois de plus, comme pour le « choc des savoirs », le gouvernement décide de stigmatiser une partie de nos élèves sans résoudre les problèmes de fonds qui peuvent engendrer un climat de d'injustice et de violence. En tant qu'enseignant, nous croyons à la prévention, mais aussi à des actes éducatifs permettant à nos jeunes de se construire.

Pourtant, cela intervient au moment où les nouveaux programmes d'E.M.C. sont en voie d'élaboration. Il y avait nécessairement quelque chose à faire du côté de la prévention, du collectif et de la formation citoyenne. Hélas, c'est encore un rendez-vous manqué. Les programmes sont trop sécuritaires et pas assez inclusifs. La redondance du S.N.U. en est l'une des illustrations.

Ainsi, au lieu de ce « choc de l'autorité », nous réclamons des moyens humains et matériels, afin de pouvoir mener à bien notre mission éducative en faveur des jeunes. Nous réclamons que notre expertise professionnelle soit enfin entendue.